LE FIGARO

COUNTRY:France
PAGE(S) :1;2
SURFACE :74 %
FREQUENCY :Daily

SECTION :Actualités
CIRCULATION :317225
AVE :87,32 K€
AUTHOR :Gilles Boutin

► 5 November 2026 - Economie



L'image de la France ternie par les manifestations

Les investisseurs étrangers, toujours conscients des atouts structurels du pays, doutent cependant de plus en plus de sa capacité à se réformer.

En temps de crise, il est toujours bon de prendre du recul. Ainsi à Luanda, la capitale angolaise, où se tient l'Africa Financial Industry Summit (Afis), la situation économique et sociale de la France fait-elle parler. Les revendications syndicales pour le pouvoir d'achat, ce 5 novembre, accompagnées d'un rejet des réformes susceptibles de rééquilibrer les comptes publics et de relancer la croissance, suscitent inquiétude et incompréhension. Les scènes de pillage dans les centres-villes ont fait forte impression à l'international, conduisant des chefs d'entreprise, américains notamment, à annuler leur venue en France. Si les récents événements ne sont pas de nature à remettre en cause des projets d'implantation ou d'agrandissement déjà en préparation, ils viennent s'ajouter à d'autres épisodes, comme celui des « gilets jaunes » ou la mobilisation contre la réforme des retraites, pour finalement nuire à l'attractivité de la France.

LES MARCHÉS ONT DE MOINS EN MOINS D'APPÉTIT POUR LA DETTE FRANÇAISE PAGE 20

Les manifestations ternissent l'image de la France auprès des entreprises étrangères

Les investisseurs s'inquiètent de la grogne sociale et doutent de la capacité de notre pays à se réformer.

Gilles Boutin et **Clara Galtier** Luanda (Angola)

Les images d'émeutes et de magasins pillés dans les villes de France ont fait le tour du monde, jusqu'à s'inviter à l'Africa Financial Industry Summit (Afis), qui réunit à Luanda, la capitale angolaise, quelque 1500 banquiers, investisseurs, entrepreneurs et représentants d'institutions du continent. *« Ces deux ou trois dernières semaines, on nous demandait : "La conférence à Paris est-elle maintenue ? Que se passe-t-il en France ?" »*, confie un investisseur britannique dont l'institution organise bientôt chez nous une conférence sur la finance durable.

Les échos sont les mêmes à Paris. *« Nous recevons régulièrement des patrons américains qui viennent voir leurs équipes en France et dans le reste de l'Europe ; certains annulent car ils craignent pour leur propre sécurité »*, témoigne Eglé de Richemont, directrice générale de l'AmCham, la chambre de commerce américaine en France. *« De nombreuses entreprises membres de l'AmCham ont vu le 17 octobre leurs hôtels, leurs boutiques, leurs agences se faire attaquer, incendier. Mettez-vous à la place des maisons mères, elles ne comprennent pas, elles sont déboussolées »*, renchérit-elle. Alors que le baromètre réalisé chaque année par son organisme faisait état en février dernier d'une nette détérioration de l'image de la France aux yeux des investisseurs américains, les événements récents n'aident pas à redorer le blason tricolore.

Les violences ne sauraient à elles seules faire péricliter des projets d'implantation ou d'agrandissement élaborés sur des années. Néanmoins, *« ces épisodes s'ajoutent à d'autres qui portent atteinte à l'attractivité française »*, assure Eglé de Richemont. *« Les investisseurs voient les choses sur le long terme, cependant les violences ne peuvent qu'interpeller nos interlocuteurs étrangers »*, ajoute Sébastien Martin, ministre de l'Industrie, tout en rappelant qu'*« il n'y a pas eu de dégradations de chantiers, de cimenteries ou d'usines »*. Même son de cloche outre-Rhin. *« Les sociétés allemandes continuent d'investir en France en raison de la taille du marché, de sa proximité et de la qualité des infrastructures. Oui, il y a des événements, mais ils ont lieu dans les centres-villes ; les sites industriels ne sont pas concernés, les autoroutes ne sont pas*

All rights reserved

LE FIGARO

COUNTRY:France
PAGE(S) :1;2
SURFACE :74 %
FREQUENCY :Daily

SECTION :Actualités
CIRCULATION :317225
AVE :87,32 K€
AUTHOR :Gilles Boutin

► 5 November 2026 - Economie

bloquées, les TGV circulent… Le business n'est pas impacté», relativise Patrick Brandmaier, directeur général de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie. Ce dernier souligne la croissance des échanges commerciaux au premier semestre 2026 entre les deux pays : +12 % d'exportations de la France vers l'Allemagne et +7 % de l'Allemagne vers la France.

Bien que la violence ait été mieux anticipée et contenue après le 17 octobre, la grogne sociale ne s'est pas calmée. Jean-Luc Mélenchon n'a-t-il pas prévenu Emmanuel Macron, le 24 octobre, que «*ça va se répéter toutes les semaines*» et que «*ce qui pend au nez maintenant*» de l'exécutif, c'est «*la grève générale*» à partir du 5 novembre ? Les syndicats se mobilisent en effet ce jeudi sur la question des salaires. Employés du privé et du public, retraités, mais aussi jeunes lycéens et étudiants sont appelés à participer aux près de 250 rassemblements annoncés par la CGT.

Hausse des salaires et des retraites, plus forte taxation des patrimoines, des héritages et des dividendes… Pour les milieux économiques, les revendications du 5 novembre sont déconnectées des réalités. Cette crise sociale est «*l'aboutissement d'une accumulation*», estime un jeune entrepreneur camerounais rencontré à Luanda, qui a passé un mois à Paris en pleines manifestations. Face à la vie chère, et «*dans un courant de socialisme*», les Français demandent davantage à l'État, qui en réponse augmente les impôts, analyse-t-il. «*Les entreprises optimisent leur fiscalité, d'autres partent, et l'État a de moins en moins de recettes. C'est un cercle vicieux.*» Son remède pour augmenter les salaires ne plaira pas aux syndicats français. «*Malheureusement, la population ne comprend pas les exigences nécessaires à un environnement prospère : pour grandir, il faut travailler plus. Les États-Unis, c'est ça. Les gens ont un contrat de 40 heures, mais personne ne travaille 40 heures ; c'est plutôt 60 heures.*»

Les investissements étrangers en France sont restés positifs ces deux dernières années, malgré l'effet paralysant de la dissolution de 2024, rappelle Raphaël Gallardo, chef économiste du gestionnaire d'actifs Carmignac. Mais entre les dépenses et impôts nouveaux votés en pagaille par les députés lors de chaque examen budgétaire et les manifestations à répétition, «*les investisseurs prennent conscience des réalités politico-sociales du pays*», juge-t-il. Et d'enfoncer le clou : «*Les corps sociaux sont dans la rue avant même qu'une politique d'austérité n'ait commencé…*»

Une musique de fond pessimiste s'est imposée dans les milieux économiques et financiers. «*Quand les Grecs ou les Espagnols nous voient suspendre la réforme des retraites, ou entendent des candidats dire qu'il faut revenir à 60 ou 62 ans, alors qu'ils sont tous ou presque passés à 67 ans, ils s'interrogent sur l'état d'esprit des Français*», reconnaît un haut fonctionnaire français en lien régulier avec ses homologues européens. «*La perception de la capacité française à réformer se réduit. Il est possible qu'il n'y ait pas de majorité après la présidentielle ; cette anticipation est aggravée par les événements du 17 octobre*», observe depuis Bruxelles Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. «*Jusqu'à la présidentielle, il y aura un blocage à l'investissement, que ce soit en actions, en dette ou en investissements directs*», prédit Raphaël Gallardo.

En toile de fond, l'endettement public inquiète. «*Quand l'État emprunte à 4,5 % ou 5 %, ce taux devient la référence. Les entreprises françaises doivent alors offrir des rendements encore plus élevés pour attirer les prêteurs*», fait remarquer l'investisseur britannique rencontré à Luanda. Cet «*effet d'éviction*» renchérit leur financement et freine l'investissement, relève-t-il. Distingue-t-on un motif d'espoir dans ce sombre tableau ? Pour Marc Sénéchal, mandataire judiciaire en prise directe avec les réalités des grandes entreprises, appelé à s'exprimer sur la situation de la France lors d'une conférence organisée par le cabinet d'avocats Arc, il en existe un : «*Que la crise arrive, pour que nous puissions repartir sur des bases saines.*» ■

All rights reserved

LE FIGARO

COUNTRY: France
PAGE(S) :1;2
SURFACE :74 %
FREQUENCY : Daily

SECTION : Actualités
CIRCULATION :317225
AVE :87,32 K€
AUTHOR : Gilles Boutin

► **5 November 2026 - Economie**

« Les corps sociaux sont dans la rue avant même qu'une politique d'austérité n'ait commencé »

Raphaël Gallardo Chef économiste du gestionnaire d'actifs Carmignac



La statue de Marianne, place de la République, à Paris, le 17 octobre.

ÉLISA MARCHINA / NURPHOTO VIA AFP

All rights reserved